

ACTION URGENTE

TADJIKISTAN. UN AVOCAT REPRÉSENTANT DES MEMBRES DE L'OPPOSITION RISQUE D'ÊTRE TORTURÉ

Buzurgmekhr Yorov, un avocat représentant des membres du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT), une formation politique interdite arbitrairement, a été arrêté pour escroquerie et risque de subir des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Ces accusations, qui interviennent à un moment particulier, semblent être sous-tendues par des considérations politiques et destinées à priver les membres du PRIT ayant été arrêtés de conseil juridique.

Les 16 et 17 septembre, 13 membres de premier plan du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT) ont été arrêtés et, le 28, des policiers de l'unité de lutte contre la criminalité organisée ont interpellé **Buzurgmekhr Yorov**, un avocat représentant plusieurs membres du PRIT. Buzurgmekhr Yorov est accusé d'escroquerie et de faux. Ces accusations n'ont aucun lien avec le PRIT ni ses activités. Pourtant, lors de l'arrestation de Buzurgmekhr Yorov, la police a saisi des documents relatifs aux affaires dans lesquelles il défend le PRIT ; il est probable que les poursuites pénales engagées à son encontre soient sous-tendues par des considérations politiques et destinées à priver les membres du PRIT ayant été arrêtés de conseil juridique. Elles visent aussi vraisemblablement à dissuader d'autres avocats de reprendre les affaires concernées.

Buzurgmekhr Yorov risque de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements, souvent pratiqués par les forces de sécurité tadjiks pour obtenir des « aveux » et d'autres éléments incriminants, et de ne pas être jugé équitablement. Dans une interview publiée le 28 septembre, il a expliqué que l'un de ses clients, Umarali Khisainov (alias Saidumur Khusaini), responsable adjoint du PRIT, lui avait confié avoir été battu et avoir eu la tête couverte d'un sac alors qu'il était aux mains de l'unité de lutte contre la criminalité organisée. C'est la même unité qui vient d'arrêter Buzurgmekhr Yorov. La saisie de documents relatifs aux activités professionnelles de ce dernier pour le compte des membres dirigeants du PRIT est en outre une ingérence illégale dans la relation confidentielle entre client et avocat, ce qui constitue une violation du principe 22 des Principes de base relatifs au rôle du barreau [Nations unies].

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en tadjik, en russe ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par le fait que les accusations portées contre Buzurgmekhr Yorov sont probablement sous-tendues par des considérations politiques et liées au fait qu'il soit le représentant juridique de membres du PRIT ;
- priez instamment les autorités de veiller à ce que cet homme soit protégé de tout acte de torture ou autre mauvais traitement et à ce que les poursuites pénales engagées à son encontre soient totalement conformes aux normes internationales d'équité des procès, en lui permettant notamment d'avoir accès à l'avocat de son choix ;
- engagez-les à faire en sorte que tous les avocats du Tadjikistan puissent exercer leur profession sans entrave, intimidation, harcèlement ni ingérence indue, conformément aux Principes de base relatifs au rôle du barreau.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 NOVEMBRE 2015 À :

Président de la République
Emomali Rakhmon
80 Rudaki Avenue
Dushanbe 734043, Tadjikistan
Fax : + 992 372 21 68 00
Courriel : mail@president.tj
Formule d'appel : Dear President Rakhmon, / Monsieur le Président,

Procureur général
Yusuf Rakhmon
126 A. Sino Avenue
Dushanbe 734043, Tadjikistan
(dans les fax et courriels, veuillez indiquer : « Prière de transmettre au procureur général »)
Fax : + 992 372 21 02 59
Courriel : secretariat@prokuratura.tj
Formule d'appel : Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,

Copies à :
Ministre des Affaires étrangères
Sirodjidin Aslov
33 Sheroz
Dushanbe 734043, Tadjikistan
Fax : + 992 372 21 02 59
Courriel : info@mfa.tj

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Tadjikistan dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name Address 1 Address 2 Address 3 fax Fax number courriel Email address formule d'appel Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

TADJIKISTAN. UN AVOCAT REPRÉSENTANT DES MEMBRES DE L'OPPOSITION RISQUE D'ÊTRE TORTURÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les forces de l'ordre tadjiks ont arrêté 13 membres de premier plan du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT) les 16 et 17 septembre et ont confisqué les passeports de 50 autres membres du PRIT, sous prétexte de les empêcher de se rendre à l'étranger (voir l'action urgente à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/documents/EUR60/2465/2015/fr/>). Dans une déclaration officielle, le parquet général a accusé ces personnes de faire partie de « groupes criminels » ayant organisé des attentats contre des bâtiments gouvernementaux à Douchanbé, la capitale, et dans les districts de Vakhdat et Rudaki le 4 septembre. Les autorités ont affirmé que ces attaques avaient été orchestrées par Abdukhallim Nazarzoda, à l'époque ministre adjoint de la Défense, qui a été tué par la suite dans une opération des forces de sécurité. Elles ont aussi avancé que cet homme avait agi sur ordre de Mukhiddin Kabiri, dirigeant du PRIT en exil. Mukhiddin Kabiri a nié toute implication dans les événements violents du 4 septembre et a accusé les autorités de forger de toutes pièces des éléments à charge contre des membres du PRIT et lui-même.

Depuis quelques années, les membres du PRIT et d'autres groupes d'opposition, au Tadjikistan ou en exil, subissent un harcèlement de plus en plus fort de la part des autorités. De la fin des années 1990 jusqu'en 2015, le PRIT était un parti politique jouissant d'une reconnaissance officielle, participant aux élections et siégeant au Parlement. À l'issue du scrutin du 1^{er} mars 2015, dont les groupes d'opposition ont été véritablement exclus, il a perdu ses deux derniers sièges. Le 28 août, le ministère de la Justice lui a ordonné de cesser ses activités avant le 7 septembre sous prétexte qu'il ne bénéficiait pas d'un soutien suffisant au sein de la population pour prétendre à une reconnaissance officielle. Le 29 septembre, le procureur général a qualifié le PRIT d'« organisation terroriste », ce qui a été confirmé ensuite par une décision de la Cour suprême au motif que plusieurs de ses membres appartenaient soi-disant de longue date à des groupes faisant la promotion de l'« extrémisme » et qu'il s'était servi des médias, notamment de son journal *Salvation*, pour diffuser des « idées extrémistes » et inciter à la haine religieuse.

La torture et les autres formes de mauvais traitements restent monnaie courante au Tadjikistan, malgré l'adoption en 2013 d'un plan d'action destiné à mettre en œuvre les recommandations du Comité contre la torture [Nations unies]. Les responsables de l'application des lois soupçonnés de torture font rarement l'objet de poursuites pénales et lorsque, exceptionnellement, une procédure est engagée, elle est généralement close ou suspendue avant d'arriver à son terme.

Il est fréquent que des avocats se voient refuser le droit de rencontrer leurs clients en détention, souvent pendant plusieurs jours d'affilée. Les personnes considérées comme représentant une menace pour la sécurité nationale, notamment les membres de mouvements religieux et de groupes ou partis islamistes, risquent tout particulièrement d'être placés en détention au secret et de subir des mauvais traitements pouvant aller jusqu'à la torture. Les avocats risquent aussi d'être harcelés, intimidés et arrêtés à des fins punitives. En 2015, le défenseur des droits humains Shukhrat Kudratov a été condamné à neuf ans d'emprisonnement pour escroquerie et corruption. Selon lui, ces accusations étaient sous-tendues par des considérations politiques et liées au fait qu'il défendait Zaid Saidov, ancien ministre de l'Énergie et de l'Industrie et membre de l'opposition. Ce dernier a été déclaré coupable en 2013 et condamné à 26 ans de réclusion.

Les Principes de base relatifs au rôle du barreau disposent : « Les pouvoirs publics veillent à ce que les avocats [...] puissent s'acquitter de toutes leurs fonctions professionnelles sans entrave, intimidation, harcèlement ni ingérence induite » (principe 16), « les avocats ne doivent pas être assimilés à leurs clients ou à la cause de leurs clients du fait de l'exercice de leurs fonctions » (principe 18) et « les pouvoirs publics doivent veiller à ce que toutes les communications et les consultations entre les avocats et leurs clients, dans le cadre de leurs relations professionnelles, restent confidentielles » (principe 22).

Nom : Buzurgmekhr Yorov (Бузургмехр Равшанович ЁРОВ)
Homme